

Numéro 26 - 30 juin 2018

151e anniversaire de la Confédération

La rupture avec le passé est devenue une exigence fondamentale



151e anniversaire de la Confédération

- La rupture avec le passé est devenue une exigence fondamentale

Stelco doit continuer de produire de l'acier !

- Encore une affaire louche chez Stelco
- À quoi les terrains de Stelco vont-ils servir?
- Le contrôle de l'économie socialisée et son expression politique - *K.C. Adams*

Le sommet de l'OTAN 2018

- Les préoccupations au sujet du «partage du fardeau» et de la «désunion» dans l'Alliance de l'OTAN - *Yi Nicholls*
- L'Union européenne présente un plan pour faciliter le mouvement des troupes

États-Unis

- Vaste résistance aux attaques de Trump contre les droits humains des réfugiés et des immigrants - *Voice of Revolution*
- Trump veut imposer la détention des familles pour une période illimitée
- Poursuite contre l'injection forcée de médicaments à des enfants immigrants
- Ne faites pas cela en notre nom - *Les infirmières d'El Paso*
- La séparation des familles est une forme de maltraitance des enfants - *Lettre ouverte d'un intervenant du Bureau de réinstallation des réfugiés*
- Les États-Unis critiqués par les Nations unies
- Les États-Unis se retirent du Conseil des droits de l'homme de l'ONU

Scénarios de guerre civile

- Des gouverneurs refusent d'envoyer la Garde nationale à la frontière
- La délégation bipartite au Texas de la Conférence des maires des États-Unis demande la réunification immédiate des familles

Supplément

- La conception des droits dans les constitutions du Canada de 1840 à 1867

151e anniversaire de la Confédération

La rupture avec le passé est devenue une exigence fondamentale

La Fête du Canada est un rappel que le Canada a un besoin urgent de renouveau politique et d'une constitution moderne. L'État-nation fondé il y a 151 ans n'a pas été créé sur une base moderne et n'est pas établi sur une base moderne aujourd'hui non plus. Aujourd'hui, de l'autorité publique créée à l'époque, il ne reste plus que les pouvoirs de police et la constitution est devenue non seulement tout à fait anachronique mais aussi moribond.

La Confédération de 1867 était un arrangement entre la Grande-Bretagne et l'élite dominante du Canada et concerne principalement le partage des pouvoirs entre le gouvernement central et les provinces. La promesse de soumettre le projet de confédération à l'approbation des résidents des quatre provinces concernées a vite été abandonnée quand il est devenu évident qu'il serait rejeté. Contrairement à ce que laisse entendre l'élite dominante, le rapatriement de la Constitution de 1982 et l'ajout d'une *Charte des droits et libertés* n'ont pas rompu avec le passé non plus. Ils ne changent pas le fait que la Constitution du Canada ne provient pas du peuple et que la Confédération n'est pas une union libre et égale de peuples souverains.



La *Loi constitutionnelle du Canada* (1982) maintient la division du corps politique entre ceux qui gouvernent et ceux qui sont gouvernés. Les droits sont définis par ceux qui gouvernent à titre de privilèges que leur procure le pouvoir politique qui existe au-dessus de l'État de droit. La reine

d'Angleterre demeure la chef d'État du Canada. Elle représente la « couronne » - vestige d'une institution médiévale fondée sur les privilèges de la descendance ou de l'hérédité. Cette couronne a également été incorporée en une institution capitaliste dans la forme d'une personne d'État ayant des droits de propriété qui définissent à tout moment les rapports entre les personnes et l'intérêt national.

La Constitution enchâsse la prérogative royale. Ce n'est pas un pouvoir superficiel ni un simple sceau d'approbation pour les lois adoptées par le parlement. La prérogative royale est ce qui permet de faire en sorte que le pouvoir demeure entre les mains de l'élite dominante qui manie les pouvoirs de police qui sont au-dessus du gouvernement des lois. L'exécutif et la Cour suprême sont au-dessus de l'État de droit. Les pouvoirs exécutifs aux mains du premier ministre et de son conseil permettent de décider des questions de guerre et de paix, d'enjeux fondamentaux pour l'économie, de traités et de commerce, de défense et de la loi et l'ordre, le tout sous couvert de représenter l'intérêt national. La Cour suprême peut déclarer une loi ou une décision *ultra vires*, ou inconstitutionnelle, mais cela n'enlève pas à l'exécutif la possibilité d'utiliser les pouvoirs de police, pouvoirs dont l'utilisation ne nécessite pas l'approbation législative. Ce sont les pouvoirs de prérogative qui maintiennent et garantissent le pouvoir politique entre les mains des gouvernants qui défendent des intérêts privés. Ces derniers ne représentent pas « le peuple », mais la personne d'État.

Même les députés du parlement et des assemblées législatives doivent jurer allégeance à la personne d'État. Ils sont élus par le peuple, mais ils ne représentent pas le peuple. Comme les avocats qui sont des agents des tribunaux et serviteurs de la cour, ce qui les met souvent en conflit avec les intérêts de leurs clients, les députés doivent défendre les intérêts privés de la personne d'État, lesquels entrent souvent en conflit avec les intérêts du peuple. Certains disent que c'est parce que les patis dictent à leurs députés comment voter mais cela ne fait que masquer le problème sous-jacent: l'illusion que les élections servent à élire des représentants du peuple. En fait, les élections au Canada sont une façon de choisir un gouvernement de parti qui prétend représenter le peuple, mais qui dans les faits sont conçus pour servir des intérêts privés de la personne d'État.

Transférer la souveraineté du monarque au peuple est un changement majeur. Il s'agit d'une rupture radicale : le pouvoir des quelques-uns qui imposent leurs intérêts étroits à la multitude est supplanté par le pouvoir de la multitude qui agit dans le grand intérêt public. Nous sommes à un tournant historique où une constitution moderne qui répond aux aspirations et demandes du peuple est impossible sans une affirmation claire que c'est le peuple qui est souverain et que c'est lui qui écrit et approuve la constitution du pays. Le pouvoir souverain sanctionne toutes les lois fondamentales et tout ce qui en découle.

Lorsque le premier ministre du Canada ou les premiers ministres provinciaux disent avoir le mandat de gouverner pendant une période de temps donnée, légalement la Constitution leur permet de faire ce qu'ils veulent de façon absolutiste dans la mesure où ils respectent le partage des pouvoirs fédéraux et provinciaux. Si la Constitution proclamait que c'est le peuple qui est souverain, elle aurait également à stipuler les droits et devoirs des gouvernements, à préciser comment les gouvernements sont choisis par le peuple. La souveraineté du peuple doit être établie dans la loi et c'est le peuple qui crée les moyens légaux lui permettant d'exercer cette souveraineté. L'élite dominante n'est ni désireuse ni capable d'accomplir cette grande rupture historique avec le passé.



Une démocratie qui n'offre pas à ses citoyens les moyens d'exercer un contrôle sur les politiques et les décisions des instances élues conformément à la loi fondamentale qu'ils ont eux-mêmes proclamée est une forme de pouvoir autoritaire ou absolutiste. Le temps est venu pour les travailleurs du Canada, de concert avec les travailleurs et le peuple du Québec et les peuples autochtones, de rompre avec le passé et de priver les autorités de leur pouvoir de priver le peuple de ce qui lui appartient de droit, en particulier le droit de faire des réclamations à la société qui humanisent l'environnement naturel et social. Le peuple doit s'investir du pouvoir de décider de ses affaires en prenant le contrôle de la direction de l'économie et des affaires politiques, sociales et culturelles.

Le mouvement populaire pour investir le peuple du pouvoir de décider est une condition nécessaire pour rompre avec le passé et changer la situation en faveur des peuples, pas des riches. Cela peut se faire ! Cela doit se faire !

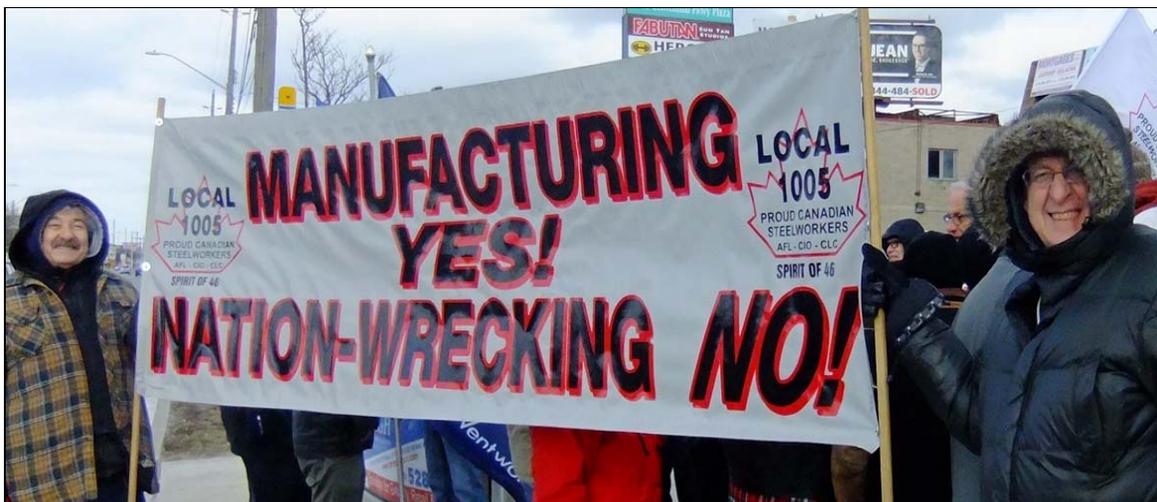
Supplément

La conception des droits dans les constitutions du Canada de 1840 à 1867

Conférence à Montréal à l'occasion du 180e anniversaire des rebellions de 1837-1838

Stelco doit continuer de produire de l'acier!

Encore une affaire louche chez Stelco



La Cour supérieure de l'Ontario et le gouvernement provincial ont confié la propriété et le contrôle des 3060 acres de terrains industriels de Stelco aux propriétaires et aux exploitants américains actuels du fabricant d'acier Stelco aux États-Unis. Les vastes terrains industriels dont il est question comprennent le complexe sidérurgique et les installations portuaires à Hamilton, sur le lac Ontario, et à Nanticoke, sur le lac Érié. Landco, créée l'été dernier par le gouvernement de l'Ontario et la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (LACC), conservait la totalité du terrain en fiducie pour l'assainissement de l'environnement et la vente de toute partie

non requise pour la sidérurgie. Le produit de la vente du terrain, moins le montant pour l'assainissement de l'environnement, était destiné aux retraités de Stelco. Leurs pensions et prestations sont actuellement sous-financées. Le processus antitruvailleleur de la LACC a coupé la plus grande partie de la nouvelle valeur que produisent les travailleurs du financement des prestations de retraite. De plus, au cours de la prise de contrôle de Stelco par US Steel, le régime à prestations déterminées existant a été fermé aux nouveaux employés qui se sont également vu refuser l'admissibilité à d'autres avantages postérieurs à l'emploi (APE).

Pendant que Stelco était sous le régime de la LACC, une société américaine appelée Bedrock a pris le contrôle des installations de fabrication d'acier et d'expédition. Le processus de la LACC a liquidé la plupart des dettes considérées comme non garanties et canalisé presque toute l'argent disponible vers US Steel. Un autre problème majeur à la sortie de la LACC a été la libération des propriétaires actuels et passés de toute responsabilité pour l'assainissement de l'environnement des terrains industriels historiques de Stelco. Bedrock est devenu locataire en payant à Landco 15 millions de dollars par année en loyer pour l'utilisation des terrains nécessaires à la fabrication de l'acier et à l'expédition. Bedrock a également promis de verser un certain montant dans les fonds de pension à prestations déterminées et les APE.

Maintenant, tout à coup, moins d'un an après la fin des procédures de la LACC, Bedrock a confisqué la propriété et le contrôle des terres à Landco, à l'exception de trois petites parcelles totalisant 37 acres. La vente secrète a même été une surprise pour la municipalité de Hamilton, qui avait espéré avoir son mot à dire dans le réaménagement du terrain. Le juge de la Cour supérieure de l'Ontario, Herman Wilton-Siegel, qui a présidé les audiences de Stelco en vertu de la LACC, a approuvé la vente et l'entente modifiée de financement de l'APE, avec l'apparente bénédiction du gouvernement libéral sortant.

Bedrock/Stelco acquiert désormais la propriété et le contrôle de la fabrication de l'acier et des terrains, mais ne sera toujours pas responsable de son assainissement environnemental. Apparemment, si Bedrock retourne maintenant toute l'opération de Stelco ou développe ou vend la terre à *la carte*, le vendeur et l'acheteur ne sont pas responsables de nettoyer la pollution industrielle. Qui est responsable et qui paierait pour tout nettoyage n'a pas été précisé devant un tribunal ou dans le communiqué du 5 juin de Bedrock/Stelco.

La vente de terrains consolide le contrôle impérialiste américain dans le coeur de l'Ontario industriel, y compris celui de deux ports vitaux

La vente elle-même est très favorable à Bedrock, ce que la société admet ouvertement dans son communiqué de presse. Bedrock ne fait aucun acompte ou aucun paiement immédiat pour acquérir la propriété et le contrôle de la terre et le droit d'en faire ce qu'elle veut selon ses intérêts privés. Le prix d'achat de 114 millions de dollars est entièrement contenu dans l'hypothèque d'un vendeur de Landco à 8 % par année. Étonnamment, les nouveaux paiements hypothécaires annuels pour l'ensemble de la propriété sont inférieurs au loyer annuel actuel pour une partie seulement. Bedrock possède maintenant tout et est libre de vendre des parties ou la propriété entière sans se soucier de l'assainissement de l'environnement en baissant le prix !

Le loyer annuel actuel de la portion de terrain que Stelco utilise, qui se termine maintenant, est de 15 millions de dollars. Selon le calcul hypothécaire, les versements annuels sur l'hypothèque du vendeur s'élèveront à 10 558 446 \$ jusqu'en 2043. Cela comprend 25 versements totalisant 263 961 147 \$. Avec cet accord de vente, Bedrock acquiert la propriété et le contrôle des deux ports et de 3 023 acres de terrains industriels, et ce, sans aucune responsabilité pour l'assainissement de l'environnement.

Au cours de la même période de 25 ans en vertu du bail précédent avec Landco, pour 15 millions de dollars par année, Bedrock aurait payé un total de 375 millions de dollars pour louer le terrain

qu'elle utilisait pour la production d'acier. Landco devait assainir les terres inutilisées et les vendre et les profits devaient aller aux retraités. Les loyers versés par Stelco et le produit de toute terre vendue, moins le prix de l'assainissement de l'environnement, conformément à l'accord de sortie initial de la LACC, devaient être consacrés aux APE et aux caisses de retraite.

Le paiement du loyer pour les terrains utilisés pour la production de l'acier aurait probablement continué en vertu du bail initial avec le gouvernement provincial même après 25 ans sans que Bedrock ne devienne propriétaire. Avec la nouvelle entente, Bedrock acquiert la propriété et le contrôle de tous les terrains (sauf 37 acres), utilisés et inutilisés, avec une économie de 111 038 853 \$ sur les 25 années d'hypothèque du vendeur, tous les paiements se terminant à ce moment. Bedrock est également libre de vendre immédiatement tout ou une partie du terrain, y compris les installations de production et les ports, sans aucune responsabilité sociale ni aucune charge d'assainissement de l'environnement, ni pour lui-même ni pour un nouvel acheteur.

Le communiqué de presse de Stelco/Bedrock du 5 juin vante les économies réalisées par ses propriétaires dans le cadre du nouvel arrangement. Bedrock écrit : « L'accord de financement modifié des APE et les paiements de billets hypothécaires pourraient faire économiser jusqu'à 87 millions de dollars à Stelco par rapport à l'entente initiale de financement des APE et aux paiements de location et éliminer les obligations de financement variable de Stelco liées à l'excédent des flux de trésorerie disponibles qu'auraient créé des contributions additionnelles au financement des APE. »

Il convient de noter que Stelco a déjà commencé à verser des dividendes sur les bénéfices aux propriétaires de ses actions nouvellement émises, lesquelles sont principalement détenues par Bedrock. Le communiqué de presse exprime l'enthousiasme de la société devant la possibilité d'amasser un butin soit en transférant l'ensemble des opérations, soit en vendant et en développant le terrain à la pièce. Confirmant à la fois l'exemption de responsabilité sociale pour l'assainissement de l'environnement et la possibilité de débouchés rentables, Bedrock/Stelco écrit dans son communiqué de presse : « Stelco continue de bénéficier de la libération de responsabilité environnementale des terres accordée par l'Ontario. Le ministère de l'Environnement et du Changement climatique annonce la fin de la réorganisation de la LACC[...] Cette acquisition procure à Stelco une flexibilité opérationnelle stratégique nettement supérieure et lui permet de développer son activité principale.[...] De plus, nous regardons les possibilités de faire affaire avec d'autres parties, dont la Ville de Hamilton, pour le développement des terrains et du secteur portuaire, a déclaré Alan Kestenbaum, président exécutif et chef de la direction de la Société. »

La déclaration contient un tableau de l'entente de financement des APE originale et modifiée indiquant les nouveaux plafonds qui créent des économies possibles pour Bedrock à partir de plus petits paiements. Le tableau contient les montants « originaux » et « modifiés » du contrat de vente. Selon le contrat d'hypothèque de 25 ans, Bedrock effectuera des paiements annuels de 10 558 446 \$ pour assurer le service de l'hypothèque. En plus de ce paiement, un paiement annuel des APE de 22 441 554 \$ sera effectué au cours des dix premières années. Le paiement annuel pour les APE tombe à 19 441 554 \$ pour les dix années suivantes et continue à 4 441 554 \$ pour les cinq dernières années de l'hypothèque et de l'entente de financement modifiée.

Après 25 ans, tous les paiements cessent avec l'échéance de l'hypothèque et de l'accord de la LACC et Bedrock acquiert le titre complet de toutes les terres et installations sans responsabilité sociale additionnelle pour les pensions de Stelco, les APE et bien sûr l'assainissement environnemental.

Graphique du communiqué de presse de Bedrock/Stelco		
	Financement original des avantages postérieurs à l'emploi Accord et paiements de location	Entente modifiée de financement des APE et paiements de billets hypothécaires
Années 1-10	Financement annuel moyen de 26,4 millions (minimum) à 37,5 millions \$ ^[1] (maximum) par année	Financement annuel moyen de 33 millions \$ par année
Années 11-20	Financement annuel moyen de 20,2 millions \$ (minimum) à 31,2 millions \$ ^[1] (maximum) par année	Financement annuel moyen de 30 millions \$ par année
Années 21-25	Les loyers annuels moyens des loyers de 15 millions \$ par année ^[2]	Financement annuel moyen de 15 millions \$ par année
Notes		
<p>1. En supposant que les paiements de flux de trésorerie disponibles soient maximaux aux termes de l'entente de financement initiale des avantages complémentaires de retraite.</p> <p>2. Hypothèse de la direction selon laquelle les paiements de loyer continuent d'être attribués aux APE.</p>		

Le contrat de vente soulève des questions troublantes pour les Canadiens, mis à part le stratagème flagrant pour payer les riches. Essentiellement, le contrôle du secteur de l'acier n'est pas entre les mains des Canadiens. Son développement et sa viabilité dépendent des décisions d'intérêts privés mondiaux concurrents étroitement liés à l'impérialisme américain. Deux importants ports du lac Ontario et du lac Érié ne sont même pas entre les mains des Canadiens. On pourrait dire que l'aciérie Stelco et les deux ports sont soumis aux préoccupations de sécurité nationale des impérialistes américains et font partie de leurs plans pour les couloirs de sécurité au Canada pour le transport de marchandises dans toutes les conditions, y compris la guerre.

Dans cette situation de non-contrôle, quelles sont les possibilités de bâtir un secteur sidérurgique autosuffisant qui répond à la demande apparente au Canada sans perturbation, dans le cadre d'un projet d'édification nationale servant l'intérêt public et le bien-être des Canadiens ? Les métallos de Stelco ont connu deux épisodes avec la LACC et ont une amère expérience du contrôle de US Steel et du lockout brutal des métallos de MANA par la société impérialiste allemande et savent donc que la sécurité sans contrôle effectif des travailleurs est un rêve. La situation exige l'organisation des travailleurs pour qu'ils se battent pour leur propre projet d'édification nationale avec leur propre conception du monde, leur but et direction qui confère la souveraineté au peuple et garantit son bien-être.



À quoi les terrains de Stelco vont-ils servir?

La Cour supérieure de l'Ontario a remis les terrains industriels de Stelco à une compagnie américaine appelée Bedrock. Les terrains s'étendent de Hamilton à Nanticoke, d'un port sur le lac Ontario à un autre sur le lac Érié. Plusieurs soupçonnent que les propriétaires américains entendent utiliser leur contrôle pour intégrer le Canada plus profondément aux États-Unis en bâtissant un corridor de commerce, de sécurité, de communications et de transport qui s'étend d'un lac à l'autre. Bedrock/Stelco a réaménagé récemment son port de Lac Érié pour accroître l'utilisation des trains et peut-être introduire des camions sans chauffeur. Des corridors sécurisés comprenant des voies ferrées et des routes réservées utilisant des trains et des camions sans chauffeur font partie des plans du gouvernement fédéral d'intégrer encore plus le Canada aux intérêts privés mondiaux.

Les médias ont cité le PDG de Bedrock Alan Kestenbaum de New York qui a dit vouloir diversifier son réseau de transport afin de réduire sa dépendance aux camions. Kestenbaum a répété le mantra habituel d'une pénurie de camionneurs sur le continent et d'autres facteurs qui obligent les compagnies à s'appuyer davantage sur les navires, les chemins de fer et les camions sans chauffeur avec des routes réservées pour des questions de sécurité.

Pour appuyer ces stratagèmes, des milliards de dollars en manoeuvres fédérales pour payer les riches sont disponibles à Transports Canada dans le cadre de l'Initiative des corridors de commerce et de transport. Les ports et les routes réservés sont financés en priorité par le Fond des corridors fédéral. On lit dans un communiqué de presse du gouvernement Trudeau du 4 juillet 2017 que l'Initiative des corridors de commerce et de transport vise à « renforcer l'infrastructure commerciale du Canada, y compris les ports, les voies navigables, les aéroports, les ponts, les postes frontaliers, les réseaux de chemins de fer et l'interconnectivité entre eux ».

Dans le cadre de la mondialisation impérialiste, de puissants intérêts privés se font la concurrence dans le commerce international. Ils ciblent des pays spécifiques pour qu'ils jouent des rôles spécifiques comme réserves de travailleurs manufacturiers sous-payés, sources de matières premières ou zones de guerre perpétuelle pour tester et vendre des armes et engager des armées privées de mercenaires pour maintenir l'humanité entière dans un climat guerrier d'insécurité constante. Dans ce contexte, le commerce international n'est pas un facteur de développement mutuel et multilatéral de tous les peuples, mais un front de concurrence violente parmi des intérêts privés mondiaux.

Le gouvernement Trudeau et les autres depuis le gouvernement Mulroney ont engagé le Canada dans un réseau mondial d'arrangements militaires et économiques dont font partie les corridors de commerce et de transport au service des oligopoles privés mondiaux qui agissent dans le système impérialiste d'États contrôlé par les oligopoles privés rivaux et leurs représentants étatiques respectifs.

Les oligarques réclament le pouvoir sans retenue, sans règles ou réglementation afin de faire ce qu'ils veulent pour servir leurs intérêts privés sans qu'aucune autorité publique ne leur impose quelque restriction. Des corridors réservés d'intégration continentale sous leur contrôle à l'échelle de l'Amérique du Nord renforcent le pouvoir et le contrôle des oligarques et nient les droits des peuples.



Le contrôle de l'économie socialisée et son expression politique

- K.C. Adams -

Les vastes terrains de Stelco qui s'étendent du lac Ontario au lac Érié sont de nouveau sous le contrôle d'intérêts privés des États-Unis. Dans leur communiqué de presse du 5 juin, les propriétaires américains regroupés dans un cartel d'investissements appelé Bedrock ont annoncé des plans au sujet des terrains de Stelco sans donner de détails. On y lit :

« L'acquisition des terrains permet à Stelco de les développer d'une façon qui complète nos opérations actuelles et futures tout en permettant d'affecter les terrains à d'autres usages ».

Plusieurs dans la région de Hamilton dont le conseil de ville et le maire ont semblé étonnés de cette annonce soudaine de la remise des terrains à Bedrock. Ils voulaient avoir leur mot à dire dans le réaménagement des terrains, mais ils ont été mis de côté par la décision de la cour de l'Ontario de remettre la propriété et le contrôle de plus de 300 acres à Bedrock et son PDG Alan Kestenbaum. Le maire a semblé renversé par cette entente secrète et a simplement pu dire que Kestenbaum a maintenant le sort des terrains entre ses mains et qu'il espère le rencontrer bientôt pour soulever certains enjeux qui sont importants pour la ville. Cela en dit long sur l'autorité publique face au pouvoir des oligarques mondiaux.

Land Use Scenario

- Port uses and steel plant on the eastern side
- Central green corridor
- Industrial uses (manufacturing, warehousing, logistics) across west half
- Creative industries along a green, public edge



Carte qui montre les plans de réaménagement des terrains de Stelco de la ville de Hamilton, sabotés maintenant par la vente secrète à Bedrock. Cliquer sur l'image pour l'agrandir.

Qu'est-ce qui donne au PDG new-yorkais de Bedrock Alan Kestenbaum le droit de dicter aux Canadiens la direction de notre économie ? Essentiellement, c'est le droit de propriété qui est accordé sous les auspices de la société civile. Le droit de propriété supprime les droits humains. Et le droit de propriété au sein d'une économie socialisée d'oligopoles géants a dégénéré en une course pour l'hégémonie mondiale et la négation des droits de tous dans le cadre d'une concurrence internationale de plus en plus violente et dangereuse pour le contrôle.

Qui contrôle et qui décide?

La société civile en est à son dernier souffle et elle est incapable de gérer le droit de propriété en cette ère de l'impérialisme et de la domination d'intérêts privés mondiaux en concurrence les uns avec les autres. On a besoin de quelque chose de nouveau pour éviter les calamités d'un monde qui s'effondre sous les coups d'intérêts privés mondiaux puissants et incontrôlés.

Cela nous mène à une discussion sur comment exercer un contrôle public de l'économie moderne basée sur la production industrielle de masse socialisée et sur quel système politique pourrait exprimer ce contrôle. La société civile avec sa gouvernance et son contrôle qui reposent sur le droit de propriété a fait son temps et quelque chose de nouveau est requis. L'économie moderne socialisée a besoin d'une société humaine où les droits sont reconnus et garantis et où les droits humains ne sont pas niés par la forme d'appropriation de la propriété sociale, qu'elle soit privée ou de l'État.

La société civile est incapable d'établir le nouveau parce que sa base est le droit de propriété. La

propriété qui est détenue et contrôlée au sein du système socialisé moderne de la production industrielle de masse est devenue gigantesque et mondiale. La propriété sous la forme d'oligopoles a submergé les humains qui ont perdu le contrôle et toute autorité publique capable de restreindre le droit de propriété des oligarques.

Une société civile dont le point de référence en ce qui a trait au contrôle de l'économie repose sur la propriété et le contrôle de la propriété, et où le contrôle du gouvernement repose sur un système multipartite qui est au service de la propriété et du contrôle de la propriété ne peut pas être la forme du nouveau et ne peut pas elle-même donner naissance au nouveau. La société civile et ses formes de gouvernement, comme le système électoral multipartite organisé et financé par l'État, empêche le peuple de se gouverner lui-même. Les partis politiques électoraux qui luttent pour le contrôle représentent des intérêts privés rivaux et leur propriété.

Les droits humains au sein de la société civile sont sujets à des limites qui sont maintenant dictées par les oligarques au pouvoir. Les oligarques dirigeants rivaux et leurs partis politiques électoraux rivaux font tout ce qu'ils peuvent pour empêcher le peuple de développer de nouveaux points de référence. Ces nouveaux points de référence qui placent les droits humains au centre de tout peuvent uniquement être créés en tant que projet politique du peuple. Ce projet politique considère comme un principe inviolable la reconnaissance et la garantie des droits qui appartiennent aux gens parce qu'ils sont des êtres humains.

Le peuple organisé dans ses collectifs et où les individus sont investis de pouvoir en tant qu'individus doit donner naissance à un point de référence qui est un nouveau système de gouvernance et de relations entre les gens qui repose sur la reconnaissance et la garantie de leurs droits. Le nouveau doit être basé sur la reconnaissance et la garantie des droits qui appartiennent aux humains parce qu'ils sont des humains, et ces droits ne peuvent être niés par l'appropriation de la propriété sociale, qu'elle soit faite de façon privée ou par le biais de l'État.



Les droits de tous reposent sur le droit d'être. Ces droits comprennent le droit de contrôler les affaires qui nous concernent en commençant par l'économie socialisée dont tous dépendent et son expression politique par de nouvelles formes de gouvernance. Ces nouvelles formes de gouvernance appartiennent au renouveau démocratique où les membres de la société ont le droit d'élire leurs représentants et d'être élus sans que les partis politiques électoraux des oligarques et l'État viennent subvertir et nier au peuple le droit de se gouverner lui-même.

Le nouveau comprend un projet d'édification nationale dans ce territoire géographique du Canada où les travailleurs canadiens deviennent la nation et investissent le peuple du pouvoir souverain de décider. Un projet moderne d'édification nationale donne aux travailleurs le droit de décider de la direction de l'économie et non aux oligarques mondiaux et à leurs intérêts privés sur la base de la propriété et du contrôle de la propriété sociale. Une nouvelle direction de l'économie devient le fondement économique de la garantie des droits de tous et de leur bien-être. Pour que cela se produise, l'économie doit subvenir à ses besoins, être diversifiée et sous le contrôle des travailleurs canadiens. On ne doit pas tolérer une abomination comme les oligarques de Bedrock venus de New York qui décident de l'avenir des gens de Hamilton et de Nanticoke.



Le sommet de l'OTAN 2018

Les préoccupations au sujet du «partage du fardeau» et de la «désunion» dans l'Alliance de l'OTAN

- Yi Nicholls -

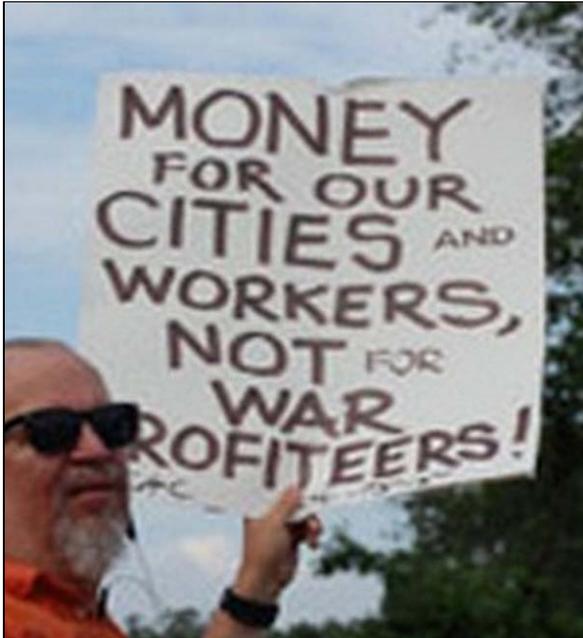


Le Sommet de l'OTAN 2018 aura lieu à Bruxelles du 7 au 11 juillet. L'ordre du jour du sommet était le principal sujet de discussion de la réunion des ministres de la Défense de l'OTAN les 7 et 8 juin. Au coeur des préoccupations de cette rencontre, il y avait les conflits avec les États-Unis en ce qui a trait au « partage du fardeau », les questions commerciales et d'autres questions.

« Le partage du fardeau » : la demande des États-Unis que les membres de l'OTAN accroissent leurs dépenses de guerre

Une des principales préoccupations de l'OTAN et des États-Unis est un « partage plus équitable du fardeau », c'est-à-dire que tous les pays membres autres que les États-Unis doivent augmenter de façon significative leur financement de l'OTAN en haussant leurs dépenses militaires domestiques jusqu'à 2 % de leur PIB. « Le partage du fardeau sera au coeur de notre sommet le mois prochain », a dit le secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg le 7 juin à la réunion des ministres de la Défense de l'OTAN. On dit que les États-Unis financent actuellement 22 % du budget de l'OTAN. Stoltenberg a dit que l'OTAN a connu « quatre années consécutives d'augmentation réelle en dépenses pour la défense. Tous les alliés ont mis fin aux coupures et augmentent leurs dépenses consacrées à la défense. Plus d'alliés consacrent 2 % de leur PIB à la défense et la majorité des alliés ont l'intention de le faire d'ici 2014. Pour ce qui est des alliés européens et du Canada, nous nous attendons à une croissance réelle de 3,8 % cette année. Cela veut dire que depuis 2014, les alliés européens et le Canada ont consacré un montant supplémentaire de 87 milliards de dollars à la défense. En ce qui a trait aux capacités, les alliés se sont engagés à investir 20 % de leurs dépenses en défense dans de l'équipement important. Cette année, on s'attend à ce que quinze alliés respectent cet objectif. Et je m'attends à ce que ce nombre augmente dans les années à venir. »

Le 19 juin, le président des États-Unis Donald Trump a fait parvenir une lettre au premier ministre Justin Trudeau appelant le Canada à respecter les objectifs de l'OTAN en matière de dépenses. Dans sa lettre, Trump parle d'une « frustration grandissante » aux États-Unis envers les membres de l'OTAN comme le Canada qui n'ont pas augmenté leurs dépenses consacrées à la défense tel que promis. « Cette frustration va au-delà de notre branche exécutive. Le Congrès américain est au fait de la situation et s'est montré préoccupé lui aussi », écrit Trump. Il ajoute que « les États-Unis sont de moins en moins prêts à ignorer cet échec de l'alliance à respecter les défis en sécurité que nous partageons. »



En juin 2017, le gouvernement Trudeau a promis d'augmenter ses dépenses militaires de 30 milliards de dollars pour les dix prochaines années, et de 62,3 milliards sur une période de vingt ans. Les dépenses militaires du Canada seraient donc à 1,4 % de son PNB, ce qui est inférieur aux 2 % qu'exigent Trump et l'OTAN. Toutefois le ministre de la Défense du Canada Harjit Saijan a souligné que le Canada est « trop modeste » quand il est question de refléter véritablement ce qui en est, que le Canada en fait dépense beaucoup en défense.

Tout ce que cela veut dire, c'est que les États-Unis continuent d'établir l'ordre du jour de ce qui est discuté dans les forums internationaux. Le Canada a beau critiquer mais dans les faits, le *Globe and Mail* avait dit

de cette servilité face au diktat des États-Unis et de Trump qu'elle allait dans le sens de « l'annonce du gouvernement Trudeau... d'une politique étrangère plus forte et plus indépendante ». Dans la même veine, Saijan a été catégorique lorsqu'il a affirmé que la nouvelle politique de défense et les dépenses militaires accrues du Canada, bien que clairement au service des intérêts des États-Unis et de l'OTAN, sont « avant tout pour le Canada ».

L'Initiative pour la disponibilité opérationnelle européenne

L'exigence de dépenses accrues par les membres de l'OTAN est liée à l'initiative américaine appelée « l'Initiative pour la disponibilité opérationnelle européenne » ou la « 4x30 », une force de réaction rapide qui doit être mise en oeuvre dès 2020, qui permettrait de déployer 30 bataillons terrestres et 30 navires de combat en 30 jours, avec 30 000 troupes, 300 aéronefs et près de 30 navires ou sous-marins. Ce déploiement fait partie du plan d'encerclement de la Russie par l'OTAN, dans le but d'« assurer que nous avons les forces nécessaires au bon endroit au bon moment », comme l'a déjà dit Stoltenberg. Deux nouveaux centres de commandement de l'OTAN à Norfolk, en Virginie, et à Ulm, en Allemagne, avec un effectif de 1 200 personnes, sont responsables de mener ce programme à bien. « Ce plan est issu d'une demande que le secrétaire de la Défense des États-Unis, James Mattis, a faite auprès de ses alliés l'automne dernier en même temps que sa demande pour une augmentation des dépenses. Le but est de colmater toute brèche dans la capacité de réaction de l'OTAN - et dans, pour ainsi dire, sa crédibilité - c'est-à-dire, entre le temps requis pour les 'forces à très haut niveau de préparation' et les 'premières forces de remplacement' de gérer les premières étapes d'une crise et ses développements ultérieurs », selon un article de *Deutsche Welle*. Le même article mentionne Alice Billon-Galland, une spécialiste de politique militaire pour le European Leadership Network, et Tom Goffus, vice-secrétaire adjoint américain de la Défense pour l'Europe et l'OTAN, qui prétendent que des problèmes d'infrastructure liés au transport et à l'état des troupes, leur formation et leur équipement, rendent la réalisation des quatre « 30 » d'ici 2020 difficile. Billon-Galland se demande pourquoi les États-Unis ont exercé tant de pression, avec l'approbation des alliés, pour annoncer l'initiative selon un échéancier très peu flexible. Elle dit que s'il est logique de « tenter de forcer les Européens à s'activer davantage en termes de préparation », un problème irréfutable selon elle, « c'est aussi un risque à courir parce que si, en 2020, ils peuvent seulement rassembler 10 bataillons en 45 jours, l'alliance pourrait perdre la face ».

La défaite, une préoccupation morbide

La dernière semaine de juin, le secrétaire général Stoltenberg a visité les membres de l'OTAN en Europe pour limiter les dégâts en tentant de mettre fin aux divisions entre les États-Unis et d'autres membres de l'OTAN avant la tenue du sommet.

Dans un discours devant le Bureau des Affaires étrangères et du Commonwealth le 21 juin, Stoltenberg a plaidé pour le maintien pour les pays d'Europe et les États-Unis du « partenariat transatlantique, car notre intérêt stratégique en dépend. Deux guerres mondiales et une guerre froide nous ont enseigné que c'est ensemble que l'Europe et l'Amérique du Nord sont plus fortes, plus sécuritaires et plus prospères. C'est pour cette raison que les soldats américains et canadiens ont combattu ensemble sur le front occidental pendant la Première Guerre mondiale, et c'est pourquoi leurs fils ont combattu sur les plages de la Normandie près de trente ans plus tard. Après la Première Guerre mondiale, les Américains ont quitté l'Europe. Ce ne fut pas un succès. Après la



Deuxième Guerre mondiale, ils y sont restés ». Stoltenberg a aussi invoqué l'article 5 de la « défense collective » de l'OTAN. Les États-Unis ont frauduleusement invoqué l'article 5 contre l'Afghanistan après les attaques du 11 septembre, en dépit du fait que ces attaques n'étaient pas l'oeuvre de l'Afghanistan. Stoltenberg a poursuivi sa désinformation en mentionnant « la prolifération d'armes de destruction massive, les cyberattaques, et, bien sûr, une Russie qui s'affirme davantage, qui a eu recours à l'intimidation et à la force contre ses voisins, a illégalement annexé la Crimée, a déstabilisé l'Ukraine orientale, s'est ingérée dans nos affaires intérieures, et a tenté d'assassiner un citoyen britannique et sa fille à Salisbury au moyen d'une arme chimique interdite. Voilà nos défis communs, et notre intérêt commun est de les relever ensemble ».

En d'autres mots, Stoltenberg n'a pu justifier l'OTAN et la nécessité de l'« unité » qu'en invoquant les spectres de la guerre froide et la désinformation actuelle au sujet de la Russie et d'autres incidents qui n'ont pas été prouvés ou qui ont été prouvés faux.

Ce que Stoltenberg n'a pas dit est que ces conflits entre les États-Unis et les autres membres de l'OTAN sur les dépenses militaires, le commerce, la migration, les changements climatiques, les relations avec l'Iran et avec la Russie, ne sont que les plus récentes contradictions entre les membres de l'OTAN et entre les grandes puissances d'une part, mais surtout entre les États-Unis et leur hégémonisme et les autres qui ne veulent pas se soumettre aux objectifs des États-Unis.

L'occupation continue de l'Afghanistan

Un des sujets de la réunion des ministres de la Défense du 8 juin a été la « mission de formation » de l'OTAN en Afghanistan, la mission Resolute Support. À la conférence de presse qui a suivi la réunion, Stoltenberg a dit que « les pays de l'OTAN et les partenaires ne se contentent pas de maintenir leurs contributions à la mission Resolute Support, ils les augmentent ». Il a aussi appelé l'attention sur les « réels progrès » au niveau de la capacité des forces afghanes « de mener des opérations offensives », et il s'est dit convaincu que les dirigeants des pays au sommet de l'OTAN décideront de continuer à financer les forces de sécurité afghanes jusqu'en 2024 .

« Notre but est de renforcer les capacités des forces de sécurité afghanes de manière à ce que ces

dernières puissent créer les conditions d'une solution pacifique », a indiqué le secrétaire général. Malgré l'invasion et l'occupation brutales menées par l'OTAN depuis 2001 et les gouvernements mis en place par les puissances étrangères, Stoltenberg a tout de même déclaré qu'un « processus de paix dirigé et pris en charge par les Afghans est essentiel à une solution politique inclusive à long terme ».

Le Canada doit sortir de l'OTAN

Pourquoi le Canada devrait-il participer à cette soi-disant unité de l'OTAN ? Comment le fait d'envoyer nos jeunes outre-mer pour qu'ils servent de chair à canon comme partie intégrante d'une alliance militaire mondiale qui sème la terreur et attaque la jeunesse et la classe ouvrière d'autres pays sert-il les Canadiens et leur besoin d'une sécurité au jour le jour sous forme d'emplois, de services publics et d'affirmation de leurs droits ? Pourquoi devraient-ils accepter que des dépenses militaires faramineuses qui servent à satisfaire les États-Unis et l'OTAN seraient dans l'« intérêt national » ?

L'ordre du jour belliciste du sommet de l'OTAN indique clairement que le Canada doit sortir de l'OTAN et que les Canadiens doivent être actifs à discuter et à organiser pour faire du Canada une Zone pour la paix. C'est par son propre ordre du jour que le peuple peut élaborer les prises de position qui vont empêcher la participation du Canada à l'OTAN, NORAD et les autres alliances agressives qui minent les relations pacifiques entre peuples et nations et qui bloquent les efforts du peuple pour obtenir un avenir radieux, libre de la domination étrangère.

(Sources : OTAN, Deutsche Welle, Globe and Mail)

L'Union européenne présente un plan pour faciliter le mouvement des troupes

L'Union européenne (UE) a annoncé le 21 mars son intention de supprimer les obstacles au déplacement de matériel militaire et de troupes à travers l'Europe.

Les 28 membres de l'UE cherchent à mieux intégrer la capacité de défense en vue de créer une union de défense européenne d'ici 2025 et de répondre aux priorités de l'OTAN pour ce qui est des mouvements militaires rapides, à savoir l'Initiative européenne de préparation qui vise une agression contre la Russie.

La proposition de la Commission européenne préconise l'identification des voies ferroviaires et routières adaptées au transport militaire et la modernisation des infrastructures existantes, par exemple en garantissant que la hauteur ou la capacité de charge des ponts puissent accommoder les chars d'assaut et les équipements militaires lourds.

Une autre partie vise à uniformiser les contrôles aux frontières afin d'accélérer le transport transfrontalier de matériel militaire, de marchandises dangereuses et de personnel.

« En facilitant la mobilité militaire au sein de l'UE, nous pouvons prévenir plus efficacement les crises, déployer plus efficacement nos missions et réagir plus rapidement face aux défis », a déclaré Federica Mogherini, haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité.

Violeta Bulc, commissaire européenne chargée des transports, a déclaré que l'objectif était de veiller à ce que les besoins militaires soient pris en compte lors du développement de projets

d'infrastructure.

« Cela signifie une utilisation plus efficace de l'argent public et un réseau de transport mieux équipé, assurant une mobilité rapide et transparente à travers le continent, ce qui est une question de sécurité collective », a-t-elle déclaré.

Le plan de la Commission européenne doit maintenant être approuvé par les gouvernements de l'UE et examiné par le Parlement européen. La première partie du plan d'action devrait être réalisée dans les mois à venir et un premier rapport d'étape sera produit d'ici l'été 2019.

Un rapport confidentiel de l'OTAN publié l'année dernière a remis en question la capacité de l'alliance à se défendre contre une attaque russe, citant une structure de commandement plus réduite depuis la fin de la guerre froide et des difficultés logistiques sur le flanc oriental de l'alliance.

La Commission européenne a déclaré que le plan d'action complète plutôt que de concurrencer celui de l'OTAN.

(Deutsche Welle)



États-Unis

Vaste résistance aux attaques de Trump contre les droits humains des réfugiés et des immigrants

- Voice of Revolution -



Manifestation d'urgence à la Nouvelle-Orléans en Louisiane contre la visite du procureur général des États-Unis Jeff Sessions, le 18 juin 2018

Dans l'ensemble des États-Unis, de nombreuses manifestations, signatures de pétitions et réunions ont lieu, qui rejettent les attaques du président Trump contre les droits humains des immigrants et des réfugiés. Une Journée nationale d'action est prévue pour le 30 juin, avec des actions devant la Maison-Blanche et dans des dizaines de villes et municipalités partout au pays. L'ampleur de la résistance se voit au fait que les infirmières, les jeunes, les femmes et les travailleurs du Bureau de la réinstallation des réfugiés, responsables des familles et des enfants, les maires, les membres du clergé et des personnes de tous les horizons prennent position. C'est une question de droits et beaucoup constatent qu'en défendant les droits de tous, les problèmes peuvent être résolus.

Par la séparation des enfants de leurs parents et maintenant par l'appel à la détention indéfinie des familles, Trump agit pour éliminer la législation sur les droits humains, en particulier en ce qui concerne les réfugiés. La grande majorité des personnes détenues sont des réfugiés de pays comme le Salvador, le Guatemala et le Honduras, où l'ingérence politique et militaire des États-Unis a créé des conditions d'anarchie, de violence et de terreur pour beaucoup. Les réfugiés ont le droit d'entrer dans le pays, de se rendre à des agents de la patrouille frontalière et de demander l'asile comme le font la plupart des familles. Au lieu de cela, Trump les criminalise et les terrorise. Il utilise ses pouvoirs de police pour faire en sorte que personne ne puisse exercer de responsabilité en ce qui concerne le traitement de chaque cas, la légitimité des cas d'asile, les conditions auxquelles les familles ont été confrontées, les traumatismes qu'elles ont déjà dû endurer, etc. C'est pourtant la procédure régulière établie par la loi et c'est ce que les mesures de l'exécutif éliminent. Seul le diktat de l'exécutif existe, et non la défense des droits et des lois qui s'y réfèrent.

Ceci est rendu encore plus évident par les actions du procureur général Jeff Sessions qui a proclamé que les États-Unis vont rejeter les demandes d'asile fondées sur la violence de gangs ou la violence conjugale. Les gangs, dont beaucoup sont incités et armés par les États-Unis, infligent des violences contre les syndicalistes, les organisateurs des droits humains et de nombreuses familles. Pourtant, les États-Unis décident arbitrairement, encore une fois sans tenir compte des faits, que de telles demandes ne sont pas valables. Il est intéressant que Trump utilise l'excuse de la violence des gangs comme le MS-13 pour cibler les jeunes aux États-Unis afin de les déporter, alors que les gens du Salvador ne peuvent pas utiliser la violence commise par ce même gang contre eux comme une raison valable pour demander l'asile.



McAllen, Texas, 17 juin 2018

Les pouvoirs de police imposés par l'exécutif sont arbitraires et constituent un moyen pour le gouvernement d'agir largement et ouvertement en toute impunité, au nom du respect de la loi. De plus, Trump n'avait pas besoin d'émettre un décret présidentiel, car la question de savoir s'il faut

s'occuper des immigrants et des réfugiés et comment le faire est laissée à la discrétion de l'exécutif, conformément aux droits de la personne et aux lois relatives aux réfugiés. Il l'a fait en partie pour cibler le Congrès et réprimer la résistance en donnant l'impression qu'il agit.

Le décret présidentiel sert principalement à tenter d'imposer et de justifier la détention des familles pour une période indéterminée et de le faire sur la base d'une infraction de méfait. Cela prépare le terrain pour cibler et détenir beaucoup plus de personnes, comme les enseignants en grève ou des manifestants, en utilisant également les infractions de méfait.



Los Angeles, le 23 juin 2018

Un scénario de guerre civile

Une des questions sérieuses qui n'est pas abordée quand on parle des actions de Trump est que le gouvernement fédéral se doit de contrôler toutes les agences militaires et policières. Trump utilise la situation actuelle en partie pour tester la loyauté envers le président de la patrouille frontalière, de l'ICE (Immigration and Custom Enforcement) et des militaires, en particulier la Garde nationale. Un problème clé à l'heure actuelle est la résistance qui se mène parmi les États et leur lutte pour le contrôle, à mesure qu'augmentent les conflits au sein et entre les militaires, le président et les forces de l'État. On le constate, par exemple, dans l'État de New York, où le Gouverneur Cuomo a déposé une plainte contre le gouvernement fédéral concernant la procédure régulière à suivre pour les enfants réfugiés. De nombreux États se retirent ou refusent d'envoyer leurs troupes de la Garde nationale à la frontière, comme le demande Trump.

La Garde nationale est basée sur l'État et ses activités ne peuvent être fédérées par l'exécutif qu'avec le consentement du gouverneur de chaque État. Trump met en partie à l'épreuve la loyauté des gouverneurs, car leur contrôle d'un grand nombre de troupes est une préoccupation sérieuse. C'est particulièrement vrai étant donné que la crainte grandit parmi toutes ces factions rivales qu'une guerre civile - dont l'existence est toujours possible à cause de leur rivalité pour le pouvoir - puisse éclater au grand jour sous une forme ouvertement violente.

Les affrontements accrus au sein des factions qui gouvernent parmi l'élite dirigeante n'ont pas été résolus par la victoire de Trump à l'élection présidentielle. Les efforts de Trump pour utiliser l'immigration afin d'unir les différentes forces ont jusqu'ici échoué. Au lieu de cela, on continue d'assister à des conflits au sein de la présidence et entre l'exécutif et les agences de renseignement, les militaires et les divers représentants de l'État. Ces conflits deviennent de plus en plus aigus ; leur tempo s'accroît et ils créent une plus grande instabilité. Le refus d'États comme celui de New York d'envoyer la Garde nationale et le retrait de troupes de la Garde par de nombreux États en sont des exemples. Il en va de même de la résistance des maires. Plusieurs villes, comme New York et Los Angeles, contrôlent d'énormes forces de police fortement armées.

Trump essaie d'asseoir le contrôle fédéral sur toutes les agences militaires et policières, y compris

celles qui sont des niveaux de l'État et local - jusqu'ici, avec un succès limité. Le Texas et l'Arizona fournissent un grand nombre de troupes, mais beaucoup d'autres États ne le font pas. Les maires envoient une délégation au Texas pour rejeter le décret de Trump qui ne résout pas les problèmes actuels.

Tentatives d'imposer l'acceptation d'actions militaires et inhumaines



Santa Barbara, Californie, 20 juin 2018

Autant dans la loi que dans la tradition, les militaires américains ne peuvent pas être utilisés pour faire respecter la loi à l'intérieur du pays. Pourtant, en organisant l'envoi de 4 000 soldats de la Garde nationale à la frontière sud, Trump met en place les conditions pour cela. À tout le moins, c'est un moyen d'amener les gens près des zones frontalières à s'habituer à la présence des forces militaires dans leurs villes et leurs communautés. Pour le moment, les troupes ne doivent pas être armées, mais tout comme Trump a arbitrairement changé la politique concernant la séparation des familles, il peut aussi ordonner aux militaires d'être armés. Il y a déjà eu une augmentation du nombre d'agents de patrouille frontaliers et une militarisation de la frontière à l'aide de drones, de clôtures et de tours de guet avec des caméras dirigées des deux côtés de la frontière.

En outre, les actions de Trump sont un moyen de former les agents frontaliers et les militaires à mener des activités inhumaines, comme séparer les enfants des bras de leurs parents et les mettre dans des camps de concentration, ou superviser des actions arbitraires contre des réfugiés dont ils savent qu'ils ont déjà énormément souffert. Comme l'a dit un agent frontalier, ces familles « ont risqué le viol, le vol, l'agression, le meurtre, ont dépensé leurs économies de toute une vie et les ont confiées à un cartel criminel pour les amener aux États-Unis ». Rien dans les actions ou le décret de Trump ne vise ces cartels. Au contraire, les agents, y compris ceux qui traitent de la réinstallation des réfugiés, sont entraînés à prendre des mesures inhumaines contre leurs semblables, les traitant comme s'ils n'avaient aucun droit.

Les infirmières d'El Paso montrent la voie, refusant de se soumettre. Elles disent : « Pas en notre nom » et se tiennent aux côtés des réfugiés et des immigrants et refusent de les traiter comme des criminels.

Le peuple organisé peut mettre en échec le scénario de guerre civile en exigeant une nouvelle direction

Ces efforts pour conditionner les gens à accepter et même à mettre en oeuvre ce qui est inacceptable sont une indication que toutes les factions belligérantes de l'élite dirigeante s'inquiètent grandement de ce qui pourrait être décrit comme la faction la plus grande et potentiellement la plus puissante, soit le peuple et sa quête d'une nouvelle direction pour le pays.

À cet égard, la résistance répandue qui persiste montre que cette plus grande des factions réclame



Newport en Oregon, le 23 juin 2018

ses droits et défend les droits de tous. Les revendications de tous à la société, comme les femmes, les enfants et les réfugiés, doivent être respectées et reconnues comme inviolables. Étant donné qu'il s'agit également d'une année électorale où les gens sont censés se ranger derrière l'une ou l'autre de ces factions dirigeantes, la question de modifier la configuration électorale afin d'investir le peuple du pouvoir est également présente dans l'esprit de beaucoup. Les États-Unis ont une longue histoire de séparation des enfants de leurs familles, comme cela s'est produit avec les

Amérindiens et les esclaves africains. La demande aujourd'hui est que cessent toutes ces brutalités ici et à l'étranger. La défense des droits de tous est une réalité. Le problème du développement d'un système de gouvernance qui est dû, par et pour le peuple dans les conditions modernes, où c'est le peuple qui décide, en opposition aux gouvernements non représentatifs des factions belligérantes de l'élite dirigeante, est en train d'être pris en main pour qu'il soit résolu.

À mesure que les nombreux collectifs du peuple - les jeunes, les femmes, les immigrants, les travailleurs - consolident leur résistance organisée et que beaucoup d'autres s'avancent pour défendre leurs droits, cette bataille pour gagner le pouvoir politique pour le peuple fait des progrès. La nécessité maintenant est de se tenir aux côtés du peuple en opposition à l'élite dirigeante, et d'examiner les conditions sociales et politiques du point de vue du peuple, de manière à favoriser ses intérêts et la recherche d'une nouvelle direction. Le pouvoir politique de gouverner et de décider appartient de droit au peuple. En abordant ce problème du pouvoir politique et en travaillant pour l'obtenir, la faction de la grande majorité, soit le peuple, prévaudra.

Voice of Revolution est une publication de l'Organisation marxiste-léniniste des États-Unis

(Le 23 juin 2018. Photos: J. Hontz, New Orleans Congress of Day Laborers, C. Graamans)

Trump veut imposer la détention des familles pour une période illimitée



Baltimore, au Maryland, le 20 juin 2018 (A. Konlande)

Le 20 juin, le président Donald Trump a émis un décret relatif à la détention des immigrants. Le décret fait suite à de vastes actions et à l'expression d'une grande colère dans le pays et dans le monde contre les attaques brutales contre les enfants en bas âge et les familles à la frontière sud. Plus de 2400 enfants, dont des nourrissons et des tout-petits, ont été séparés de leur famille puis emprisonnés ou envoyés dans des refuges, loin de leurs parents qui dans plusieurs cas ne savaient même pas où se trouvaient leurs enfants. Alors que la vaste majorité de ces personnes sont des réfugiés qui font une demande d'asile, le décret se réfère uniquement aux immigrants.

Trump, comme l'a fait Obama, met en oeuvre depuis longtemps une politique de criminalisation du peuple, surtout des réfugiés qui demandent asile aux États-Unis. Les réfugiés ont le droit d'entrer au pays et de se présenter aux agents de la patrouille frontalière et c'est ce que fait la majorité de ceux qui traversent la frontière. Trump a cependant décidé maintenant de criminaliser tous ceux qui cherchent à entrer au pays, sans qu'existe une discrétion relativement au caractère légitime de leur demande d'asile, et plusieurs de ces personnes sont des femmes avec enfants.

Dans son décret, intitulé « Une occasion pour le Congrès d'aborder la question de la séparation des familles », Trump écrit : « Cette administration a comme politique de faire appliquer rigoureusement nos lois de l'immigration. » Il se réfère à la section 1325(a) du titre 8. Mais il ignore le fait que le crime dont il y est question est un méfait de classe B et que l'exécutif jouit d'une discrétion absolue pour déterminer comment et s'il faut porter des accusations contre des individus. En général, aucune action n'est prise pour ce genre de délit, sauf parfois une amende, mais cette section n'est certainement pas une base pour kidnapper des enfants.

De plus, ce délit ne donne généralement pas lieu à des accusations contre les parents, mais plutôt à des détentions en vue de déportation. Rien ne requiert du Département de la sécurité intérieure (DHS) ou du Département de la justice (DoJ) qu'ils séparent des familles pour faire appliquer la loi. En fait, les lois américaines et internationales de défense de la personne relatives aux réfugiés prescrivent que ces gens soient remis au Département de la santé et des services aux personnes (DHH) dans les 72 heures et elles fournissent aide et appui dans la présentation de demandes d'asile. Il est également illégal d'emprisonner les enfants concernés.

Tout comme Obama avant lui, Trump a agi au mépris de loi et des jugements des tribunaux en détenant les parents et les familles dans des camps de détention, souvent pendant des années. La différence principale maintenant c'est la manière ouverte et brutale avec laquelle il sépare les familles et que c'est une attaque dans son ensemble contre tous.

Le décret stipule que « le secrétariat de la Sécurité intérieure (le Secrétariat) doit, dans la mesure permise par la loi et sous réserve des crédits disponibles, maintenir en détention les familles étrangères pendant toute procédure criminelle d'entrée irrégulière ou d'immigration impliquant leurs membres ». Comme indiqué, de telles procédures peuvent prendre plusieurs mois, voire plusieurs années. Le décret, loin de résoudre le problème de la détention en famille, constitue le fondement de la détention à perpétuité.

Le décret comprend aussi une note qui dit que le Secrétariat « ne détiendra pas cependant une famille étrangère ensemble lorsqu'il existe des raisons de penser que la détention d'un enfant étranger avec la famille étrangère de l'enfant pourrait poser un risque au bien-être de l'enfant ». Le président prévoit ainsi créer une situation où le gouvernement peut déclarer que les parents ou le gardien sont des membres de gang et enlever les enfants. L'appellation de membres de gang est déjà faussement utilisée dans les prisons pour justifier l'isolement cellulaire, en particulier de ceux qui résistent. Dans la même veine, il arrive que le gouvernement qualifie faussement des jeunes du Salvador de membres du MS-13 sujets à la déportation comme il l'a fait à Long Island. Cette note est en fait une façon non pas de protéger les enfants, mais d'en faire une cible d'attaques, eux et leurs parents.

Une expansion et non une élimination de la détention des familles



**Carte des centres de détention d'enfants immigrants dans l'ensemble des États-Unis.
– cliquer pour agrandir.**

On voit bien que Trump va poursuivre ses attaques tous azimuts contre les droits humains des parents et des enfants aux appels qui sont lancés d'agrandir les installations de détention en ayant recours aux bases militaires. On lit dans le décret : « Le secrétaire à la Défense prendra toutes les mesures légales disponibles afin que soient mises à sa disposition, à sa requête, toutes les installations existantes disponibles pour le logement et le soin des familles étrangères et fera construire de telles installations si nécessaire et conformément à la loi. » Le décret appelle aussi les chefs des départements exécutifs et des agences à « mettre à la disposition du secrétaire, pour le logement et le soin des familles étrangères faisant face aux procédures en cour relativement à l'entrée inappropriée au pays, toutes les installations qui conviennent à ces objectifs. » On peut prévoir que le DoJ et le DHS vont recourir à la sous-traitance auprès d'agences privées comme cela se produit déjà. Plusieurs de ces agences, qui logent des milliers de personnes, sont déjà coupables de violations multiples, ayant notamment causé des décès et forcé les enfants à prendre de puissants médicaments antipsychotiques.

Trump demande aussi au département de la Justice d'intervenir pour modifier un jugement de la cour qui limite spécifiquement la détention des enfants à 20 jours. Cela fait longtemps que l'exécutif viole ce jugement et le décret ne demande pas que cette loi soit respectée. Trump veut plutôt que cette exigence soit annulée, bien que toutes les familles de réfugiés soient censées être retirées du contrôle des agences de police, comme le Service de l'immigration et de l'application des règles douanières (ICE) et la patrouille frontalière, et remises au Département de la santé et des services aux personnes qui est l'une des seules agences n'ayant pas sa force de police armée.

Il est significatif aussi que Trump ne parle jamais de réfugiés dans le décret, mais seulement d'immigrants. C'est ainsi qu'il recouvre d'un masque les lois et les normes spécifiques qui gouvernent les réfugiés comme leur droit d'entrer au pays pour demander asile. La vaste majorité des familles de réfugiés se mettent immédiatement à la disposition de la patrouille frontalière dès qu'elles entrent au pays et demandent asile. Ceci n'est pas un crime. Trump essaie pourtant d'en faire un crime et il détourne l'attention du fait que c'est le gouvernement qui est le criminel,

agissant contre la législation relative aux réfugiés et aux droits de la personne et ayant recours aux pouvoirs de police pour éliminer la primauté du droit.

(Voice of Revolution)

Poursuite contre l'injection forcée de médicaments à des enfants immigrants

Les États-Unis sont bien connus pour leur utilisation de prisonniers, de soldats comme ceux détenus à Guantanamo et d'autres détenus par eux comme cobayes d'expérimentation de plusieurs médicaments et pour leur utilisation de médicaments comme moyens de contrôler et neutraliser les gens. C'est fait tantôt par le chantage, tantôt en secret mais c'est toujours une violation des droits fondamentaux de la personne au profit du gouvernement et des forces armées.

Une poursuite récente en cour et des enquêtes ont produit des centaines de pages de dossiers médicaux qui montrent comment le gouvernement est en train de créer une armée zombie d'enfants auxquels on injecte de force des médicaments qui les rendent étourdis, apathiques et même incapables d'agir.

Des enfants détenus au Centre de traitement Shiloh, une entreprise auprès du gouvernement au sud de Houston qui loge des immigrants mineurs, ont déclaré avoir reçu des médicaments par injection avec usage de la force contre eux, selon les dossiers de la cour fédérale. Les poursuites en cour font valoir que les enfants se sont fait dire qu'ils ne seraient pas relâchés ou ne verraient pas leurs parents s'ils ne prenaient pas ces médicaments et que ceux-ci étaient uniquement des vitamines.



Les parents et les enfants eux-mêmes ont dit aux procureurs que les médicaments les ont rendus incapables de marcher, effrayés à la vue des autres et constamment en quête de sommeil, selon les affidavits déposés le 23 avril au Tribunal de district des États-Unis en Californie.

Une mère a dit que son enfant n'arrêtait pas de tomber, se frappant la tête, et a dû être mise en fauteuil roulant. Une enfant a décrit qu'elle cherchait à ouvrir une fenêtre quand elle a été lancée contre une porte par un superviseur de Shiloh, qui l'a alors étouffée jusqu'à ce qu'elle perde connaissance. On a prescrit à un enfant dix injections et comprimés, dont les médicaments antipsychotiques Latuda, Geodon et Olanzapine, le médicament contre le Parkinson Benzotropine, les médicaments anticonvulsivants Clonazepam et Divalproex, le médicament contre la douleur névralgique et antidépresseur Duloxetine et le médicament pour le trouble de l'attention Guanfacine.

Shiloh est l'une des 71 compagnies qui reçoivent des fonds du gouvernement fédéral pour loger et superviser les enfants immigrants qualifiés de mineurs non accompagnés.

Une enquête récente a démontré que près de la moitié des 3,4 milliards de dollars versés par le gouvernement à ces compagnies ces quatre dernières années l'ont été pour des résidences sur

lesquelles pèsent de sérieuses allégations de maltraitance des enfants. Dans presque tous les cas, le gouvernement fédéral a maintenu ses contrats avec les compagnies après que de sérieuses allégations aient été soulevées.

Les dossiers ont été déposés en lien avec une requête de statut de recours collectif contre les mauvais traitements infligés aux enfants immigrants détenus par les États-Unis.

(Voice of Revolution)

Ne faites pas cela en notre nom

- Les infirmières d'El Paso -



Le Comité du Texas d'organisation des infirmières nationales qui représente 1700 infirmières de quatre hôpitaux d'El Paso marchent vers les bureaux du Immigration and Customs Enforcement pour dénoncer la séparation forcée des familles et la détention des enfants immigrants le 19 juillet 2018.

La déclaration qui suit a été publiée par des infirmières autorisées qui travaillent dans les hôpitaux d'El Paso au Texas. Les infirmières sont membres du Comité du Texas d'organisation des infirmières nationales qui est affilié aux Infirmières nationales unies.

En tant qu'infirmières d'El Paso offrant des soins à la communauté frontalière au milieu du désert de Chihuahuan, nous tenons à exprimer notre outrage et notre horreur face au gouvernement des États-Unis qui se prépare à séparer les enfants de leurs parents et à les loger dans des tentes au milieu de Fort Bliss.

Fort Bliss est une base militaire dans le désert qui est plus grande que l'État du Rhode Island et est inaccessible au grand public et aux services locaux comme les soins de santé, d'éducation et communautaires. Pendant l'été, la température dépasse souvent les 108 degrés (42 degrés Celsius). Il n'y a pas d'eau dans ce paysage aride et hostile, et même pas d'arbres pour se mettre à l'ombre.

De façon régulière, nous voyons les effets de la chaleur, de la sécheresse, du manque d'ombre et d'eau sur nos patients qui se présentent dans les hôpitaux locaux et qui eux, ne sont même pas détenus dans des tentes dans le désert. C'est un environnement qui ne pardonne pas dans lequel

les enfants ne peuvent pas grandir sans assistance.

Les enfants, et tous les êtres humains, ont besoin de plus qu'un matelas pour dormir et de rations de base de nourriture pour se développer. Les enfants ont besoin d'amour, d'une famille, de sécurité, d'éducation, d'une communauté, de jeux et de soins de santé physique et mentale pour grandir en santé et devenir des adultes équilibrés. Le programme qui est proposé ne semble pas permettre ces conditions : en fait, en proposant des tentes disposées derrière des fils barbelés gardés par du personnel militaire armé, il reproduit les conditions qu'on retrouve dans les prisons.

Les enfants qui se présentent pour demander asile n'enfreignent pas les lois de l'immigration. Ils sont vraisemblablement traumatisés en raison des conditions qui les ont poussés à s'enfuir avec leurs parents de leur pays d'origine et à chercher asile aux États-Unis. Ils se sont enfuis à travers des terrains hostiles, probablement d'endroits où ils n'avaient pas accès à des soins médicaux alors que leurs besoins médicaux sont probablement énormes.

En tant qu'infirmières, nous demandons que ces enfants aient accès aux soins pédiatriques appropriés et que leurs besoins soient comblés. Fort Bliss a une capacité limitée pour s'occuper des enfants et cela nous inquiète.

Les gens d'El Paso ont une fière et longue histoire de fournir le logement aux immigrants et aux demandeurs d'asile. De nombreuses personnes dans notre ville, y compris certaines d'entre nous, ont déjà indiqué que nous sommes prêtes à accueillir un enfant dans notre foyer au lieu qu'il soit livré à cette atrocité proposée contre les droits de la personne qui risque de se produire à la périphérie de notre communauté.

Comme communauté frontalière, nous avons vu de nombreux immigrants et chercheurs d'asile arriver dans notre ville, et, comme communauté, nous sommes fiers de notre réponse accueillante, inclusive, compatissante et non violente à ces gens qui sont en quête d'une vie meilleure. Nous possédons de nombreux programmes et églises qui accueillent ces gens depuis des décennies.

Ne faites pas cela en notre nom et ne faites pas cela au nom de notre communauté.



Les manifestants déclarent que le bureau de l'immigration et des douanes à El Paso est fermé.

(Traduit de l'anglais par LML. Photos: National Nurses United)

La séparation des familles est une forme de maltraitance des enfants

- Lettre ouverte d'un intervenant du Bureau de réinstallation des réfugiés -

(L'auteur préfère conserver l'anonymat par souci de protection. Cette lettre a été obtenue et publiée par William Lopez, docteur à l'École de santé publique et au Centre national pour la diversité institutionnelle de l'Université du Michigan.)

Je travaille pour le Bureau de réinstallation des réfugiés (BRR) auprès d'enfants qui viennent vivre aux États-Unis. Le processus est le suivant : lorsqu'un enfant vient aux États-Unis en traversant la frontière et est arrêté par les agents de l'immigration, il ou elle se trouvera éventuellement dans un des nombreux refuges aux États-Unis subventionnés par le BRR.

Le BRR a la responsabilité de dispenser des soins de base à l'enfant, tel que la nourriture, le vêtement, la supervision, un toit, l'éducation, les soins médicaux ainsi que l'amour, l'attention et le respect. En même temps, le BRR entreprend de trouver une famille d'accueil avec qui l'enfant souhaite vivre aux États-Unis. En général, la famille d'accueil est composée de membres de la famille, et le BRR a aussi le devoir de vérifier si le domicile de la famille d'accueil est un endroit sécuritaire pour l'enfant. Par exemple, la famille d'accueil devra être en mesure de bien surveiller l'enfant, avoir accès à une école pas très loin, avoir des compétences parentales et répondre aux besoins de base de l'enfant.

Le BRR est une bonne organisation qui fait du bon travail, en dépit du fait qu'il fonctionne au sein d'un système brisé et inhumain. Malgré tous les obstacles qu'on peut trouver dans le processus d'immigration, je peux attester de la qualité des soins et de l'appui prodigués aux enfants grâce au système du BRR. Je suis fier du rôle de soutien que je joue dans la vie des enfants dans leur démarche pour vivre aux États-Unis.

Mais tout est en train de changer. Le Bureau de réinstallation des réfugiés abandonne les enfants qui relèvent de sa responsabilité.

En ce moment, le BRR travaille main dans la main avec le Département de la sécurité intérieure (le DHS, responsable de l'agence d'immigration et des douanes ou ICE) et cette collaboration aura comme résultat une augmentation des déportations et du nombre d'enfants qui seront pris dans des programmes gouvernementaux. En vertu d'une entente entre le BRR et le DHS, ce dernier recevra du BRR de l'information personnelle sur les familles d'accueil potentielles des enfants avec qui je travaille. Les membres de ces familles sont eux-mêmes souvent sans papiers. Les enfants qu'ils espèrent accueillir sont souvent leurs enfants biologiques, leurs nièces, neveux ou amis de famille.

Nos gestionnaires de cas, eux, sont obligés d'informer les familles d'accueil qu'en raison de leur parrainage ils doivent divulguer leurs informations personnelles et leur lieu de domicile au DHS et, par le fait même, au ICE. S'ils divulguent de telles informations au ICE, elles pourraient être déportées.

Personnellement, je crois que la déportation des familles d'accueil est fort possible. Je ne comprends pas pour quelle autre raison le DHS demanderait une telle information. Celui-ci prétend que l'objectif est de protéger l'enfant contre un possible trafic d'humains, mais de toute évidence c'est un mensonge. Nous faisons déjà un grand nombre de vérifications, y compris un contrôle des antécédents, des relevés d'empreintes digitales et des services de gestion de cas continus. Tout est fait précisément pour empêcher que se produisent des phénomènes comme le

trafic humain. Le fait que l'ICE s'en mêle ne semble pas rendre le processus plus efficace en fait de protection.

Cette situation est source de dilemme moral pour les familles d'accueil : abandonner l'enfant qui compte sur elles, ou risquer la déportation, à la suite de quoi l'enfant sera laissé seul aux États-Unis sans famille, au risque d'être déporté à son tour.

De plus, les familles d'accueil seront inévitablement moins tentées de parrainer des enfants en raison de cette nouvelle politique, et les listes d'attente pour les programmes d'adoption sont interminables. Ainsi, les lits ne se libéreront pas dans les refuges gérés par le BRR parce que les enfants n'iront pas ailleurs. Pendant ce temps, des enfants continuent de traverser la frontière à tous les jours.

À la frontière, de nombreux enfants attendent déjà d'être déménagés à un refuge. Savez-vous ce qui se passe lorsque les refuges du BRR sont remplis ? Les enfants sont envoyés dans des bases militaires qui servent de « refuges » d'urgence. Cette pratique, qui a commencé avec l'administration Obama, a été réinstaurée par l'administration Trump. Les enfants y dorment sur des planchers de ciment, du papier d'aluminium sert de couverture et il y a très peu de nourriture pour eux.

Est-ce vraiment ce que représentent les États-Unis ?

Mes collègues et moi-même voulons résister, mais en tant qu'employés du BRR, nos mains sont liées. C'est pourquoi je m'adresse à la communauté. Pour moi, c'est ma responsabilité de citoyen, mais aussi simplement parce que j'aime les enfants.

La séparation des familles est une forme de maltraitance des enfants. Que cela soit vérifiable ou non en termes juridiques, les études montrent - et les intervenants s'entendent pour dire - que la séparation des enfants de leurs parents a des répercussions émotionnelles et développementales dévastatrices sur l'enfant. Cette pratique est une nouvelle forme de séparation des familles qui s'ajoute aux séparations des familles grandement médiatisées qui se produisent aux frontières.

S'il vous plaît, partagez cette lettre avec votre communauté, ou publiez vous-mêmes des articles sur l'internet, ou si vous pensez à d'autres façons d'aider, n'hésitez pas à le faire. Téléphonnez à vos représentants. Veillez à ce que le procureur général de votre État soit au courant de ce qui se passe, et qu'il connaisse votre vive opposition. Parlez-en à vos amis et à votre famille et communiquez ce message tant que vous pouvez, parce que nous sommes à court de solutions. Nous avons besoin d'une attention médiatique et d'une réaction massive.



Les États-Unis critiqués par les Nations unies

Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCNUR) a exhorté les États-Unis le 18 juin de favoriser l'unité familiale et les meilleurs intérêts des enfants alors qu'ils mettent en oeuvre leurs nouvelles politiques de gestion des frontières sur la frontière entre les États-Unis et le Mexique.

« Il existe de meilleures façons d'assurer le contrôle frontalier sans faire subir aux familles un traumatisme psychologique à long terme à la suite de la séparation des enfants de leurs parents », a dit Filippo Grandi, haut-commissaire de l'ONU pour les réfugiés.

« Le HCNUR est prêt à appuyer les États-Unis dans la mise en oeuvre d'alternatives humaines et

sécuritaires », a dit Grandi.

De plus en plus de familles de l'Amérique centrale ont été forcées ces dernières années à fuir une violence extraordinaire et débridée y compris les meurtres, les viols, les enlèvements et le recrutement forcé des enfants dans des gangs, indique le Centre de nouvelles de l'ONU. Ces familles cherchent refuge dans divers pays de la région.

« Le HCNUR continue d'exhorter les gouvernements à travailler ensemble pour s'attaquer aux causes profondes en Amérique centrale et en même temps offrir un refuge aux familles qui fuient la violence et la persécution qui mettent leur vie en péril », écrit le Centre de nouvelles de l'ONU.

Aussi, le 18 juin, le haut-commissaire des droits de l'homme de l'ONU, Zeid Ra'ad Al Hussein, a dit dans son discours liminaire à la 38e session du Conseil des droits de l'homme à Genève que « dans les six dernières semaines, près de 2 000 enfants ont été séparés de force de leurs parents ».

Zeid a dit que l'Association américaine de pédiatrie aux États-Unis a qualifié ces actes cruels de « maltraitance des enfants approuvée par le gouvernement » qui pourrait causer un « tort irréparable » avec des « conséquences à long terme ».

« Le fait qu'un pays cherche à dissuader des parents en infligeant une telle maltraitance aux enfants est scandaleux », a-t-il dit. Il a exhorté les États-Unis à mettre immédiatement fin à cette politique et à ratifier la Convention sur les droits de l'enfant.

Dans une déclaration du 18 juin, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a défendu les droits des enfants de migrants et de réfugiés, sans pointer du doigt les États-Unis.

« Par principe, le secrétaire général croit que les réfugiés et les migrants doivent toujours être traités avec respect et dignité, et conformément aux lois internationales existantes », est-il dit dans un communiqué émis par son porte-parole Stéphane Dujarric.

« Les enfants ne doivent pas être traumatisés en étant séparés de leurs parents. Il faut préserver l'unité familiale », est-il dit dans le communiqué.

La situation des droits humains aux États-Unis est un des nombreux sujets de discussion à la récente session du Conseil des droits de l'homme, qui a lieu jusqu'au 6 juillet. Le 19 juin, les États-Unis se sont retirés de façon intéressée du conseil en attaquant les divers pays sur une base anticomuniste, les accusant de saper la légitimité du conseil.

Une condamnation par un groupe de rapporteurs spéciaux indépendants

Le 22 juin, un groupe de onze rapporteurs spéciaux indépendants et d'autres experts ont émis une déclaration à Genève, en Suisse.

Le décret émis par le président américain le 20 juin 2018 ne traite pas de la situation de milliers d'enfants migrants qui sont séparés de force de leurs parents et détenus à la frontière, ont dit les experts onusiens. En outre, il pourrait en résulter la détention indéfinie de familles entières, en violation de tout standard international des droits humains, ont-ils dit.

« Ce décret ne traite pas de la situation des enfants qui ont déjà été séparés de leurs parents. Nous appelons le gouvernement des États-Unis à libérer ces enfants de la détention et à les réunir avec leurs familles en prenant en compte l'intérêt supérieur de l'enfant et le droit de l'enfant à la liberté et à l'unité familiale », ont dit les experts.

« La détention d'enfants est punitive, a de graves répercussions sur leur développement et dans

certains cas pourrait s'apparenter à de la torture », ont dit les experts. « On se sert des enfants pour dissuader la migration irrégulière, et c'est inacceptable ».

Les experts onusiens ont déjà fait part au gouvernement américain de leurs graves inquiétudes quant aux répercussions de la politique de tolérance zéro adoptée par le procureur général le 6 avril 2018. En vertu de la nouvelle politique, les parents qui voyagent avec leurs enfants, y compris les familles demandeuses d'asile, ont été systématiquement séparés et sont passibles de poursuites pénales comme mesure punitive pour dissuader la migration aux États-Unis.

« Les séparations ont été menées sans préavis, information, ou opportunité d'y faire appel. Les parents et les enfants ont été incapables de communiquer entre eux », a déclaré le communiqué. « Les parents n'ont eu aucune information sur le sort de leurs enfants, ce qui est une cause de grande détresse. En outre, nous sommes profondément préoccupés par l'impact et les traumatismes à long terme, y compris les dommages irréparables que ces séparations forcées auront sur les enfants ».

Les experts onusiens ont indiqué que certains des enfants ont des handicaps qui nécessitent un soutien spécialisé. On a arraché certains d'entre eux de leur mère qui les allaitait.

L'inscription inadéquate rend le suivi et la réunification éventuelle des enfants avec leur famille particulièrement difficiles. Il y a aussi des craintes légitimes que certains enfants ne seront peut-être jamais réunis avec leurs parents puisqu'on les envoie dans différentes régions des États-Unis alors que leurs parents pourraient être déportés.

La plupart des migrants détenus sont des demandeurs d'asile du Guatemala, du Salvador et du Honduras qui ont fui leurs pays en raison de l'insécurité, de la violence et des violations de leurs droits humains. La vaste majorité de ces migrants sont des autochtones ou appartiennent à des groupes ethniques ou raciaux qui sont qualifiés de non-blancs aux États-Unis. Ainsi, le décret a des répercussions dévastatrices sur les enfants et leurs familles dont la plupart sont autochtones ou d'autres migrants de couleur.

« On doit prendre en compte avant tout les meilleurs intérêts des enfants y compris dans un contexte de gestion de la migration et les enfants ne devraient jamais être détenus pour des raisons liées à leur propre statut de migration ni à celui de leurs parents », ont dit les experts.

Les experts ont aussi exprimé leurs préoccupations face au manque de garanties en termes de procédures officielles pour les demandeurs d'asile et d'autres migrants vulnérables, tels que les victimes ou victimes potentielles de trafic, qui cherchent la protection aux États-Unis, ce qui serait vraisemblablement une violation du principe du non-refoulement en raison d'un manque d'évaluation individuelle adéquate et d'un risque de déportation qui ont comme conséquence de nouvelles séparations des familles.

« Les enfants migrants doivent d'abord et avant tout être traités comme des enfants. Bien que l'unité familiale doive être préservée à tout prix, celle-ci ne peut se faire au prix de détenir des familles entières avec des enfants. Des alternatives à la privation de liberté et favorables aux familles doivent être adoptées en toute urgence », ont dit les experts.

(UN News Centre)



Les États-Unis se retirent du Conseil des droits de l'homme de l'ONU

Le 19 juin, les États-Unis se sont retirés du Conseil des droits de l'homme de l'ONU (CDH). Cette décision a été prise alors qu'ils sont massivement critiqués sur le plan international et par leurs propres citoyens pour la violation des droits humains des personnes qui migrent de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud vers les États-Unis.

Les représentants américains sont intervenus à la réunion du CDH le 19 juin, et c'est le secrétaire d'État américain Mike Pompeo qui a d'abord pris la parole. Il a dit que les droits humains étaient d'origine divine, ajoutant : « Chaque individu a des droits qui sont inhérents et inviolables. Ils sont accordés par Dieu et non par un gouvernement. Pour cette raison, aucun gouvernement ne peut les retirer. » Il a dit que les États-Unis étaient les principaux défenseurs des droits humains dans le monde.

Selon lui, le conseil n'a pas été à la hauteur du leadership que les États-Unis ont tenté d'assumer sur la question des droits humains et qu'il était un « piètre défenseur des droits humains » et « un exemple d'hypocrisie éhontée » puisque bon nombre de pays que les États-Unis accusent de violations des droits humains ont été élus au conseil.

Pompeo a dit du rejet par le conseil du sionisme et de l'isolement d'Israël en raison de son occupation de la Palestine et de ses crimes de guerre contre le peuple palestinien qu'il s'agissait de « partialité contre Israël ».

Il a souligné l'exceptionnalisme américain en disant que « lorsque des organisations attaquent nos intérêts nationaux et nos alliés, nous ne serons pas complices de ces actes. Lorsqu'elles cherchent à empiéter sur notre souveraineté nationale, nous ne resterons pas silencieux » et les États-Unis « ne se laisseront pas sermonner par des instances et des institutions hypocrites alors que les Américains versent courageusement leur sang et leur argent pour venir en aide à ceux qui sont sans défense ».

Il a ensuite présenté l'ambassadrice des États-Unis à l'ONU, Nikki Haley, qui a poursuivi dans la même lignée. Elle a dit : « Comme nous l'avons affirmé il y a un an, si nous ne constatons pas de changement, les États-Unis se retireraient officiellement du Conseil des droits de l'homme de l'ONU. Je veux que ce soit clair que cette démarche n'est pas un abandon de nos engagements envers les droits humains. Au contraire, nous agissons ainsi parce que notre engagement fait en sorte qu'il est impensable pour nous de continuer de faire partie d'une organisation hypocrite et intéressée qui tourne en ridicule les droits humains. »

Ni Pompeo ni Haley n'ont jugé bon de parler des sérieuses inquiétudes soulevées par l'ONU, le conseil, le Haut-Commissariat pour les réfugiés et les rapporteurs spéciaux au sujet des graves violations des droits humains commises contre les migrants aux États-Unis à leur frontière sud.

Les États-Unis ont une longue histoire de politisation de la question des droits humains pour justifier l'intervention étrangère dans les affaires souveraines des autres pays, que ce soit au moyen de sanctions, de coups ou d'invasions militaires. Ce sont ces activités menées par les États-Unis et ses alliés qui ont mené au démantèlement et au remplacement de l'organisation précurseur du conseil, la Commission des droits de l'homme.

Le 20 juin, le président du conseil, Vojislav Suc, a dit que l'élection d'un nouveau membre du conseil aurait lieu « le plus tôt possible » pour combler le siège vacant, dès que « nous aurons officiellement reçu la notification de rétractation (des États-Unis) ». Les membres du conseil sont élus à la majorité des voix à l'Assemblée générale à New York et M. Suc a dit au conseil qu'il allait

« rester en contact » avec le président de l'Assemblée générale Miroslav Lajcak pour choisir un substitut qui devra mener à terme le mandat des États-Unis qui prend fin en 2019.

Le conseil a été créé en 2009 et est basé à Genève, en Suisse. Il est composé de 47 pays membres de l'ONU répartis en fonction de cinq régions géographiques. Le mandat des membres du conseil est de trois ans et les membres ne sont pas éligibles à une réélection immédiate après deux mandats consécutifs. Ainsi, les États-Unis auraient terminé deux mandats consécutifs en 2019 et ne seraient donc pas éligibles à une réélection pour la période 2020-2023.



Scénarios de guerre civile

Des gouverneurs refusent d'envoyer la Garde nationale à la frontière

Les gouverneurs de onze États ont annulé des accords prévoyant l'envoi de membres de leur Garde nationale à la frontière entre les États-Unis et le Mexique comme l'a demandé Donald Trump. Trump doit avoir le consentement du gouverneur de chaque État pour fédéraliser la Garde. Certains États, comme celui de New York, du Massachusetts et du Colorado ont refusé de déployer leurs troupes tandis que d'autres sont en train de les rappeler. Les autres États concernés en ce moment sont les suivants : Connecticut, Delaware, Maryland, New Jersey, Caroline du Nord, Pennsylvanie, Rhode Island et Virginie.

Le Massachusetts, le Maryland et la Caroline du Nord avaient déjà envoyé des troupes à la frontière, mais ils les rappellent maintenant. Dans certains cas, comme en Virginie, au Maryland et en Caroline du Nord, seuls quelques membres de la Garde et un hélicoptère sont mobilisés. Les actions indiquent néanmoins que la tentative de Trump de s'assurer la loyauté des gouverneurs fait face à de l'opposition.

Dans d'autres cas, non seulement les gouverneurs refusent-ils d'envoyer des troupes, mais ils émettent des ordres interdisant que toute agence ou ressource de l'État soit utilisée pour séparer les familles. On compte parmi eux les gouverneurs du



Governor Larry Hogan
@GovLarryHogan

Follow

Until this policy of separating children from their families has been rescinded, Maryland will not deploy any National Guard resources to the border. Earlier this morning, I ordered our 4 crewmembers & helicopter to immediately return from where they were stationed in New Mexico.

Governor Larry Hogan @GovLarryHogan

Washington has failed again & again to deliver needed immigration reform - Congress and the administration must step up and work together to fix our broken system. Immigration enforcement efforts should focus on criminals, not separating innocent children from their families.

8:14 AM - 19 Jun 2018

Colorado, du New Jersey, de New York et de Pennsylvanie.

D'autres, comme ceux du Delaware et du Massachusetts, ont dit que si Trump change sa politique de la frontière ils vont envoyer des troupes.

Le gouverneur Rauner de l'Illinois a dit qu'il s'oppose à la politique de Trump relative à la frontière, mais il n'a rien dit au sujet d'envoyer des troupes. Le gouverneur Ricketts du Nebraska a dit : « Bien qu'il semble y avoir beaucoup de mésinformation et de propagande au sujet de la situation à notre frontière, une chose est claire : les enfants ne doivent pas être séparés de leur famille. »

Certains États, surtout des États frontaliers, envoient des troupes et les plus grosses délégations proviennent de l'Arizona et du Texas. L'Arizona a déjà plus de 300 membres de la Garde à la frontière et on s'attend à ce qu'elle en déploie environ 600 d'ici septembre. Le Texas s'est engagé à

en envoyer 1000 et il en a déjà envoyé 300. La Californie a accepté d'en envoyer 400. Selon le gouverneur Brown, cependant, les membres de la Garde de la Californie « ne peuvent pas accomplir des tâches de détention de quiconque est accusé de violation des lois de l'immigration, ni construire des barrières à la frontière ou être mobilisés dans l'application de la politique de l'immigration sous quelque forme que ce soit. ». Le Nouveau-Mexique s'est engagé à envoyer 250 membres et la gouverneure a donné son appui aux actions de Trump à la frontière. Récemment cependant, la sénatrice de l'État du Nouveau-Mexique Linda Lopez a demandé à la gouverneure Susana Martinez de retirer les troupes de la Garde nationale de l'État de la frontière américano-mexicaine. Le Mississippi et la Caroline du Sud envoient eux aussi des troupes.

(Voice of Revolution)



La délégation bipartite au Texas de la Conférence des maires des États-Unis demande la réunification immédiate des familles



La délégation des maires à Tornillo au Texas le 21 juin 2018 (S. Adler)

Une délégation bipartite de maires de partout aux États-Unis s'est rendue à Tornillo au Texas le 21 juin pour répondre au décret du président Trump sur la politique de séparation des familles de son administration et demander la réunification immédiate des familles séparées.

Lors de sa 86e Assemblée annuelle tenue du 8 au 11 juin à Boston, l'USCM a adopté une résolution dans laquelle elle exprime sa forte opposition à la séparation des enfants de leurs familles à la frontière. Elle demande au Département de la sécurité intérieure et au Département de la justice d'abroger immédiatement ces politiques destructrices et de permettre aux familles appréhendées de demeurer ensemble autant que faire se peut, afin d'éviter le déchirement et le traumatisme irréversible de la séparation forcée. En plus, la résolution demande au Congrès d'agir immédiatement pour interdire au Département de la justice et au Département de la sécurité intérieure de procéder à cette séparation des enfants de leurs familles à la frontière.

Le président de l'USCM et maire de Columbia en Caroline du Sud, Steve Benjamin, a émis une déclaration qui répond au décret du président Trump sur la politique de séparation des familles de son administration :

« Le président Trump a signé un décret qui mettra fin à la séparation des familles à la frontière.

Bien que ce soit certainement un geste qui va dans la bonne direction, nous devons comprendre qu'il s'agit seulement d'un petit geste qui laisse beaucoup de questions sans réponse. Il y a en ce moment plus de 2300 enfants, dont certains n'ont pas plus de huit mois, qui vivent un isolement terrible et qui doivent être réunis avec leurs parents aussitôt que possible, et il n'est pas dit clairement comment cela sera fait et avec quelle rapidité. L'indécision du président et ses politiques erratiques ont eu un impact et ont en fait traumatisé des milliers de personnes. Les maires du pays vont se rendre en mission à Tornillo, au Texas, pour faire en sorte que ces familles sont réunies et que des politiques aussi honteuses ne sont plus jamais mises en oeuvre dans notre pays. »

La délégation comprend les personnes suivantes :

- Le maire de Columbia (Caroline du Sud) Steve Benjamin, président de l'USCM
- Le maire de Rochester Hills (Michigan) Bryan Barnett, vice-président de l'USCM
- Le maire de Los Angeles (Californie) Eric Garcetti, président de l'Alliance latino de l'USCM
- Le maire d'Anaheim (Californie) Tom Tait, coprésident du Groupe de travail sur l'immigration de l'USCM
- Le maire de New York (New York) Bill de Blasio, commissaire de l'USCM
- Le maire d'Austin (Texas) Steve Adler, commissaire de l'USCM
- La mairesse de Seattle (Washington) Jenny Durkan, vice-présidente de l'USCM, technologie et innovation
- La mairesse de Gary (Indiana) Karen Freeman-Wilson, présidente du Comité pour la justice criminelle et sociale de l'USCM
- Le maire de West Sacramento (Californie) Christopher Cabaldon, président du Comité des emplois, de l'éducation et de la main-d'oeuvre de l'USCM
- La mairesse de Findlay (Ohio) Lydia Mihalik, présidente du Comité des enfants, de la santé et des services à la personne de l'USCM
- Le maire de Miami (Floride) Francis Suarez, membre de la Commission consultative de l'USCM
- Le maire d'Augusta (Géorgie) Hardie Davis, Jr., membre de la Commission consultative de l'USCM
- Le maire d'El Paso (Texas) Dee Margo, maire hôte
- Le maire de Santa Fe (Nouveau-Mexique) Alan Webber
- Le maire d'Albuquerque (Nouveau-Mexique) Tim Keller
- Le maire de Central Falls (Rhode Island) James A. Diossa
- Le maire de Las Cruces (Nouveau-Mexique), Ken Miyagishima, membre de la Commission consultative de l'USCM
- Le maire de Bridgeport (Connecticut) Joe Ganim, membre de la Commission consultative de l'USCM
- Le maire de Novato (Californie) Josh Fryday

Résolution adoptée par la Conférence des maires des États-Unis

Voici le texte d'une résolution adoptée par la Conférence des maires des États-Unis à sa 86e assemblée annuelle tenue du 8 au 11 juin à Boston.

Pour l'abrogation des politiques de séparation des familles du Département de la sécurité intérieure

Attendu qu'une attention considérable a été accordée au sort des enfants à la frontière sud et que le *New York Times* a récemment rapporté que le Département de la santé et des services aux personnes (HHS) avait confirmé que le Département de la sécurité intérieure (DHS) avait séparé plus de 700 enfants de leurs parents depuis octobre 2017, dont plus de 100 enfants de moins de quatre ans ; et

Attendu que le Département de la justice a adopté une politique de « tolérance zéro » à l'égard des personnes appréhendées à la frontière, ce qui veut dire que tous les migrants qui entrent aux États-Unis en dehors des points d'entrée seront poursuivis et qu'il en résultera la séparation forcée de nombreux enfants de leur famille ; et

Attendu que la nouvelle politique prévoit qu'en ce qui concerne les parents et les aidants qui sont traités dans le système de justice pénale et détenus dans les prisons fédérales, leurs enfants seront classés comme mineurs non accompagnés et hébergés dans des refuges en attente d'un adulte américain qui pourra en prendre soin et que si le Bureau de réinstallation des réfugiés (BRR) ne peut trouver un adulte basé aux États-Unis capable de prendre soin de l'enfant, l'enfant restera sous garde fédérale, séparé de sa famille, indéfiniment ; et

Attendu que, d'après les médias, le nombre d'enfants détenus par le HHS a augmenté de près de 2 000 au cours du dernier mois, les refuges pour enfants migrants seraient déjà occupés à 95 % de leur capacité et HHS s'apprête à ajouter potentiellement des milliers de lits dans les prochaines semaines pour accueillir le nombre croissant d'enfants détenus ; et

Attendu que séparer ainsi les enfants de leur famille est incompatible avec les valeurs familiales américaines ; et

Attendu que beaucoup de ces familles fuient la violence dans leur pays d'origine et qu'il est inhumain de les punir pour avoir cherché à se protéger et pour avoir invoqué leur droit de demander l'asile aux États-Unis ; et

Attendu qu'en adoptant une politique de séparation forcée des familles immigrantes, le DOJ et le DHS alimentent le climat d'hostilité vécu par de nombreux immigrants et réfugiés résidant ici, ce qui fait que beaucoup se sentent aliénés et évitent tout contact avec les agences gouvernementales ;

Il est donc résolu que la Conférence des maires des États-Unis exprime sa forte opposition à la séparation des enfants de leur famille à la frontière et demande au Département de la sécurité intérieure et au Département de la justice d'abandonner immédiatement ces politiques destructrices et de permettre aux familles appréhendées de rester ensemble dans la mesure du possible, pour aider à éviter le déchirement et le traumatisme irréversible de la séparation forcée ; et

Qu'il soit aussi résolu que la Conférence des maires des États-Unis exhorte le Congrès à prendre immédiatement des mesures pour que le Département de la justice et le Département de la sécurité intérieure se voient interdire de séparer systématiquement des enfants de leurs familles à la frontière.



Lisez *Le Marxiste-Léniniste*
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca